



من الشعب الياباني
From the People of Japan



Au service
des peuples
et des nations

Rapport final standard pour les projets financés par le budget supplémentaire du Gouvernement du Japon

PROJET AMÉLIORATION DE LA GOUVERNANCE LOCALE DE L'EAU POTABLE EN MILIEU RURAL DANS LES GOUVERNORATS : DE BÉJA, BIZERTE, KASSERINEETZAGHOUAN TUNISIA

Mars 2013-Fevrier 2016

[Date de soumission : Juillet 2016]

Contacts :

1. Jihene Touil

Chargée du programme Environnement et Énergie, PNUD Tunisie

Email : jihene.touil@undp.org

Téléphone : +216 58 450 230

2. Sami Degachi

Manager du projet gouvernance de l'eau, PNUD Tunisie

Email : sami.degachi@undp.org

Téléphone : +216 58 450 238

I. Table des matières

I. LISTE DES ACRONYMES	3
I. LE CONTEXTE DU PAYS ET DOMAINE D'INTERVENTION PERTINENT POUR LE PNUD	4
1. GENERALITE SUR LES RESSOURCES EN EAU EN TUNISIE	4
2. GENERALITE SUR LE SECTEUR DE L'EAU POTABLE.....	4
3. LA GESTION DES SYSTEME D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE (SAEP) EN MILIEU RURAL.....	5
4. LES CONTRAINTES ENTRAVANT L'EVOLUTION DU SECTEUR DE L'EAU	6
II. DESCRIPTION DU PROJET	7
III. RESULTATS ATTENDUS ET REALISATION DU PROJET	8
IV. FAST FACTS IN NUMBERS	16
1. ASPECT GENRE.....	16
2. RENFORCEMENT DE CAPACITE DES ACTEURS LOCAUX ET REGIONAUX « ASSISTANCE TECHNIQUE » :.....	16
3. ACTIVITES DES ONG	17
4. REHABILITATION DES SYSTEMES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE.....	17_Toc454984787
6. DOCUMENTATION DES BONNES PRATIQUES DANS LES DIFFERENTES PHASES DU PROJET :	18
V. SUIVI & EVALUATION DU PROJET	20
VI. IMPACT DU PROJET SUR LA VIE / COMPORTEMENT DES BENEFICIAIRES	24
VII. DURABILITE DU PROJET, LES LEÇONS APPRISES ET LES RECOMMANDATIONS	25
VIII. ANNEXE	28
IX. RAPPORT FINANCIER	27

II. LISTE DES ACRONYMES	
AEP	Alimentation en Eau Potable
APEL	Association de Promotion d'Emplois et de Logement
ARPE	Association Régionale de Protection de l'Environnement
ATPDD	Association Tunisienne de promotion du Droit à la différence
BF	Borne Fontaine
BFR	Bureau de la Femme Rurale - Ministère de l'Agriculture
BI	Branchement individuel à domicile
CA	Conseil d'Administration
CGDR	Commissariat Général de Développement Régional
COFIL	Comité de Pilotage
CRDA	Commissariat Régional au Développement Agricole
DGGREE	Direction Générale du Génie Rural et de l'Exploitation des Eaux
EPR	Eau Potable Rurale
FJCC	Forum des Jeunes pour la Culture Citoyenne
GAR/ABDH	Gestion Axée sur les Résultats/ Approche basée sur les droits de l'Homme
GDA	Groupement de Développement Agricole
GETF	Global Environment & Technology Foundation
GR	Génie Rural
MDICI	Ministère de Développement et l'Investissement et de la Coopération Internationale
MFFE	Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance
ODCO	Office de Développement Centre Ouest
ODD	Objectif de Développement Durable
ODNO	Office de Développement Nord ouest
OMD	Objectif millénaire de Développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPP	Partenariat Public-Privé
SAEP	Système d'Alimentation en Eau potable
SONEDE	Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux
STEP	Stations de Traitement des Eaux et d'Épurations

I. Le contexte du pays et domaine d'intervention pertinent pour le PNUD

1. Généralité sur les ressources en eau en Tunisie

Le secteur de l'eau en Tunisie a toujours revêtu un aspect stratégique chez le décideur, le planificateur et les usagers. La Tunisie est considérée par plusieurs instances internationales comme l'un des pays les plus avancés en matière de gestion des ressources en eau dans des conditions d'aridité, de pénurie en eau (quantité et salinité) ou d'événements extrêmes tels que les crues, les inondations ou les sécheresses. D'importants programmes de mobilisation des eaux et de leur allocation aux différents secteurs socioéconomiques ont été réalisés par la Tunisie.

Les ressources en eau peuvent être résumées en eaux conventionnelles et eaux non conventionnelles comme suit :

- Les ressources en eau conventionnelles s'élèvent à 4700 Mm³ par an et sont réparties entre eau de surface et eau souterraine comme le montre le tableau ci-après :

<i>Ressources en eaux conventionnelles mobilisables en Million de m³</i>		
<i>Eau de Surface</i>	2700 Mm ³	
<i>Eau souterraine</i>	<i>Eau souterraine Eau souterraine en dessous de 50m</i>	750 Mm ³
	Eau souterraine profonde renouvelables	650 Mm ³
	Eau souterraine profonde non renouvelables	600 Mm ³
Total	4700 Mm³	

Les ressources en eaux non conventionnelles, l'expérience tunisienne a commencé en 1983 avec la mise en place de la station de dessalement des eaux saumâtres dans l'île de Kerkennah dont la capacité de production journalière est de 3300 m³. Ainsi, suite à la maîtrise de cette technologie et la volonté de l'État quant à sa dissémination à grande échelle pour l'amélioration de la qualité de l'eau potable, la capacité totale de production s'est accrue pour atteindre en 2009 environ 120 000 m³/j dont 60% est produit par la **Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux** (SONEDE) :stations de Kerkennah, Gabès, Zarsis et Djerba et environ 40% par le secteur privé.

- Le volume des eaux usées traitées s'élève à 230 Mm³ en 2009 par le biais de 106 Stations de Traitement des Eaux et d'Épurations (STEP). Environ 20 mille Mm³ sont utilisés pour l'irrigation et de 60 mille à 200 mille m³ par an sont utilisés pour la recharge des nappes souterraines.

2. Généralité sur le secteur de l'eau potable

L'Alimentation en Eau Potable (AEP) occupe une place de choix dans les Plans de Développement Économique du pays. En effet, en milieu urbain, la Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux (SONEDE) assure un taux de desserte en eau potable de 100%. Cependant, en milieu rural la SONEDE et la Direction

Générale du Génie Rural et de l'Exploitation des Eaux (DGGREE) contribuent à assurer un taux global d'environ 92,5 %¹ (respectivement 47,7 % et 44,8 % pour la SONEDE et la DGGREE) en fin 2009.

Compte tenu de la dispersion de la population dans l'espace, la desserte de la population en milieu rural était assurée au départ par des points d'eau collectifs à savoir des bornes fontaines et des potences. Ainsi, l'approvisionnement en eau des ménages se faisait moyennant des bidons ou des citernes tractées sur des distances ne dépassant pas les 3 km (équivalent à une heure de marche). L'évolution du niveau de vie dans les zones rurales a amené les habitants à chercher plus de confort dans l'accès à l'eau potable. Le mode de desserte par branchement individuel qui caractérise l'intervention de la SONEDE a également commencé à gagner du terrain, notamment dans les zones rurales les plus agglomérées.

3. La gestion des Système d'Approvisionnement en Eau Potable (SAEP) en milieu rural

La gestion des systèmes d'alimentation en eau potable en milieu rural est assurée soit par la SONEDE pour son propre réseau, soit par des associations d'usagers dénommées Groupements de Développement Agricole (GDA) pour les systèmes d'alimentation en eau potable rurale (AEPR) réalisés par les services de Génie Rural. En 2012, année de démarrage du projet, la Tunisie comptait 1327 GDA¹. Ces groupements s'occupent, entre autres, de la gestion des systèmes AEPR (vente d'eau, entretien et maintenance des systèmes, etc.). Ils bénéficient de l'appui constant de l'État qui a mis en place depuis 1992 une stratégie nationale de promotion des associations des usagers de l'eau potable afin de développer leurs capacités dans les domaines technique, financier et organisationnel.

La consommation spécifique moyenne en eau potable rurale est de 48 litres/jour/habitant, utilisée pour les besoins domestiques, l'abreuvement du cheptel et l'irrigation d'appoint dans les cas de sécheresse. Elle varie entre 30 litres/jour/habitant et 60 litres/jour/habitant, sachant que la moyenne nationale, tous milieux confondus, est de 86 litres/jour/habitant en 2009.

Dimension genre et gestion d'eau potable rurale (EPR) : Les associations des utilisateurs d'eau (GDA) assurent une gestion totale des systèmes d'alimentation en eau potable (SAEP), y compris les ressources en eau avec une faible considération du genre. Plus de 98% des décideurs, membres des conseils d'administration des GDA, sont des hommes. Bien que la structure des GDA ne pose pas de contraintes particulières à la participation des femmes, ces groupements n'ont pas les capacités de réduire les inégalités entre les femmes et les hommes et d'appréhender les différences des besoins des hommes et des femmes qui restent mal connus par les conseils d'administration (CA) des GDA. .

Les tentatives visant à intégrer des femmes dans les CA de certains GDA dans le cadre de l'élaboration des études de conception et de faisabilité des projets d'alimentation en eau potable, n'a pas donné de résultats probants compte tenu de la réticence des femmes elles-mêmes à assurer cette tâche. Les raisons de cette réticence sont essentiellement culturelles, en ce sens que les femmes sont le sentiment qu'elles se substituent à l'homme en assumant des responsabilités qui lui sont réservées traditionnellement. De ce fait, la représentation de la femme dans les conseils d'administration des GDA demeure presque insignifiante dans la quasi-totalité des GDA qui gèrent les SAEP en milieu rural en Tunisie.²

¹Source: Etude "National Needs Assessment and Delineate UNDP Interventions in Tunisia" - WGP-AS 2009

¹ Source : Ministère de l'Agriculture

² Source : rapport définitif de l'étude de faisabilité du projet Amélioration de la Gouvernance de l'eau en milieu rural , Volume I, « Évaluation de l'intégration de la dimension genre »,.

4. Les contraintes entravant l'évolution du secteur de l'eau

Les problèmes liés à la rareté et à la répartition spatiale des ressources en eau (non disponibilité des ressources locales pérennes au Nord du pays), la salinité élevée de l'eau des nappes souterraines, au centre notamment, la dispersion élevée des habitants, les difficultés d'accès aux sites montagneux et la complexité du système de gestion de l'eau potable en milieu rural représentent les principaux défis à l'évolution de ce secteur. Malgré les projets d'investissement dans l'infrastructure hydraulique et les programmes spécifiques d'assistance technique et de formation mis en place par le ministère de l'Agriculture, le service d'approvisionnement en eau potable en milieu rural demeure non satisfaisant pour plus que 25% des GDA³ :

D'autres contraintes, d'ordre technique et socioéconomique entravent l'évolution de ce secteur:

1- Contraintes techniques :

- Complexité des SAEP avec les extensions successives et le développement des branchements individuels ;
- Prolifération des branchements individuels illicites ;
- Détérioration de certains SAEP ;
- Perte technique et vol d'eau.

2- Contraintes liées aux capacités de gestion des SAEP :

- Faible niveau d'instruction des membres des Conseils d'Administrations des GDA (structures bénévoles) ;
- Quasi-absence de l'entretien préventif des infrastructures et des équipements ;
- Faible taux de recouvrement de la facture de consommation de l'eau potable ;
- Faible taux de couverture des frais d'exploitation et d'entretien des SAEP .

3- Contraintes d'ordre socioéconomique :

- Tarification non adéquate ;
- Coût de l'exploitation et prix de vente du m³ d'eau en milieu rural très élevé en comparaison avec le prix de vente en milieu urbain (Moyenne de 0.6 DT en milieu rural vs. 0.174 DT en milieu urbain) ;
- Nombre élevé d'impayés ;
- Manque d'implication de la femme et des jeunes dans le processus de prise de la décision lié à la gestion de l'eau.

³ Source : Étude de faisabilité : Diagnostic technique et social des SAEP retenus pour la réalisation de certains aménagements hydraulique (DGGREE et PNUD 2011)



Photo1 : Visite de terrain de SE. Monsieur l'Ambassadeur du Japon à une station d'alimentation en eau potable réhabilitée par le projet dans la région de Bizerte (Ancien puits d'approvisionnement de l'agglomération de Hrig Ennar à la localité Menzil Zid).

Afin de contribuer à résoudre cette problématique, et en réponse à une requête officielle du Gouvernement Tunisien, le PNUD a lancé, en 2009, une étude diagnostic du secteur de l'eau potable en milieu rural afin d'identifier les sources de dysfonctionnement des SAEP et de déterminer les pistes d'amélioration possibles. Cette étude a permis d'informer sensiblement le présent projet intitulé : « **Amélioration de la gouvernance locale de l'eau potable en milieu rural dans quatre gouvernorats (Béja, Bizerte, Kasserine et Zaghouan)** », lancé en mars 2012 et financé en partie par le Gouvernement du Japon, à hauteur de 1 000 000 USD.

À l'échelle nationale, le projet avait pour objectif principal d'appuyer la mise en œuvre du programme national d'alimentation en eau potable et la mise en œuvre de la stratégie nationale de pérennisation de la gestion et de l'exploitation des systèmes d'alimentation en eau. À l'échelle internationale, ce projet a contribué essentiellement à appuyer la Tunisie dans ses efforts de réalisation de l'objectif 7 du Millénaire (Assurer un environnement durable), précisément sa cible 7.C: (Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable et à un système d'assainissement de base).

L'amélioration de la gouvernance de l'eau reste une priorité nationale traduite en tant que telle dans le plan de développement quinquennal 2016-2020, et internationale, en ligne avec l'Objectif de Développement Durable n°6 : « Garantir l'accès de tous à l'eau, l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau » de l'agenda 2030.

II. Description du projet

Le projet visait à améliorer les services socio-économiques et environnementaux liés à l'accès à l'eau potable dans les gouvernorats de Bizerte, Béja, Kasserine et Zaghouan en agissant sur trois principaux axes, à savoir :

- 1- L'amélioration de l'infrastructure hydraulique afin de pallier les problèmes techniques et d'améliorer la performance des SAEP dans les localités d'intervention du projet;
- 2- Le renforcement des capacités des acteurs régionaux et locaux notamment les Commissariats Régionaux au Développement Agricole (CRDA) et les GDA ;

- 3- La création d'un environnement propice au partenariat public privé (PPP) afin d'externaliser quelques activités qui alourdissent le fonctionnement des GDA et qui dépassent leurs capacités de gestion, telles que l'entretien, la gestion administrative et financière

Les zones d'intervention ont été définies suite à une étude de faisabilité commanditée par le PNUD auprès de toutes les parties prenantes, y compris les bénéficiaires du projet.

La théorie de changement du projet, de même que la chaîne de ses résultats attendus, ont été définis en coordination avec l'ensemble des acteurs intervenant sur la thématique « Eau potable en milieu rural dans des zones similaires ou au niveau national ». Cette coordination a permis d'optimiser l'appui apporté à la mise en œuvre de la stratégie nationale de pérennisation des SAEP en milieu rural mise en place en 2013 contrôlée par un comité national de suivi mis en place une année après le démarrage du projet.

Partenaires	PNUD, Gouvernement Tunisien, Gouvernement Japonais, Gouvernement Finlandais, GETF, AWG-AS	
Partie(s) responsable (s) de la mise en œuvre		
Budget	2, 377,623.00 US\$	
Durée	45 mois	
Gouvernorats concernés	Béja (4 localités), Bizerte (3 localités), Kasserine (3 localités), et Zaghouan (7 localités).	
Date de démarrage	Mars 2012	

Photo 2: L'accès à l'eau potable à domicile pour les communautés rurales ciblées par le projet

III. Résultats attendus et réalisations du projet

Dans la perspective de pallier aux insuffisances ci-haut soulignées et afin d'atténuer les contraintes entravant le développement du secteur de l'eau potable en milieu rural, le projet « *Amélioration de la Gouvernance Locale de l'Eau potable en milieu rural* » a été conçu autour d'un seul effet et trois produits/résultats intermédiaires attendus :

Effet : La gouvernance de l'eau potable rurale dans les 4 Gouvernorats est améliorée à travers une participation et un partenariat consolidé dans le processus de décision aux niveaux régional et local

Produit1 : L'eau potable est mieux gérée en milieu rural et environ 1500 familles au moins ont un accès plus facile et une meilleure gestion de l'Eau avec une implication plus importante des femmes dans la prise de décision qui y est liée.

Produit2 : Mécanismes aux niveaux régional et local permettant la participation des populations (hommes, femmes et jeunes), de la société civile et du secteur privé dans la planification et la mise en œuvre des programmes d'eau potable en milieu rural sont renforcées.

Produit3 : Le projet est géré de manière participative et les bonnes pratiques sont documentées, largement diffusées et leur réplication dans d'autres sites est encouragée.

Stratégie d'intervention adoptée par le projet :

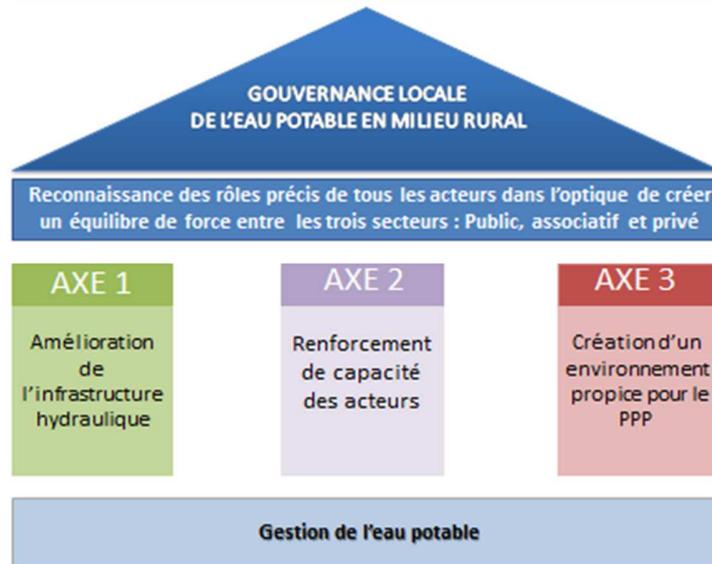
L'intervention du projet a été transversale afin d'assurer l'implication de divers acteurs et parties prenantes. Ainsi, le projet a cherché à promouvoir et à soutenir les réalisations via l'appropriation des acteurs locaux et régionaux des différentes interventions à travers leur implication dans les différentes phases de réalisation (participation dans les réunions de concertation, de démarrage des activités, de suivi ainsi que dans les réunions du comité de pilotage (pour les acteurs administratifs).

Le projet a apporté un appui aux programmes d'eau potable en milieu rural de la DGGREE ainsi qu'au renforcement des capacités du personnel des différents acteurs impliqués en matière de gestion axée sur les résultats, d'approche axée sur les droits humains et de gestion sensible au genre aux niveaux régional et local.

Les appuis du projet ont permis de faciliter et de fluidifier le dialogue entre les différentes parties prenantes de même qu'ils ont soutenu les concertations aux niveaux national et local par le biais de processus participatifs et inclusifs ayant impliqué l'ensemble des acteurs concernés, ce qui a contribué à cultiver un partenariat durable avec et entre les différentes parties.. Par ailleurs,

Afin d'atteindre les résultats susmentionnés et mener à bien sa stratégie d'intervention, le projet « Amélioration de la gouvernance locale de l'eau potable » a structuré ses intervention autour de 3 principaux axes :

Stratégie du projet et axes d'intervention



1. Produit 1 : L'eau potable est mieux gérée en milieu rural et environ 1500 familles au moins ont un accès plus facile et une meilleure gestion de l'Eau avec une implication plus importante des femmes dans la prise de décision qui y est liée.

Axe 1 : Amélioration de l'infrastructure hydraulique dans 12 localités à travers la réhabilitation des SAEP en faveur de **10776 habitants** :

L'étude de faisabilité mentionnée dans la section précédente permis de dresser une cartographie des GDA. Ses résultats ont permis d'identifier 22 SAEP potentiels éligibles pour bénéficier de l'appui du projet sur la base de critères tels que : les priorités locales et régionales, la performance du GDA, le maximum de bénéficiaires avec un coût minimum par bénéficiaire, etc...

Compte tenu du budget initialement disponible, 12 SAEP seulement ont été retenus pour être réhabilités, en considérant un autre critère, celui de la contribution et l'engagement des bénéficiaires pour assurer la durabilité des résultats par la suite. Le budget supplémentaire alloué par le Gouvernement Japonais au projet en 2013 (1 000 000 MUSD) a permis d'augmenter le nombre des SAEP réhabilités de 12 à 18 et de ramener le nombre total des bénéficiaires de 11000 à 18000 femmes et hommes.

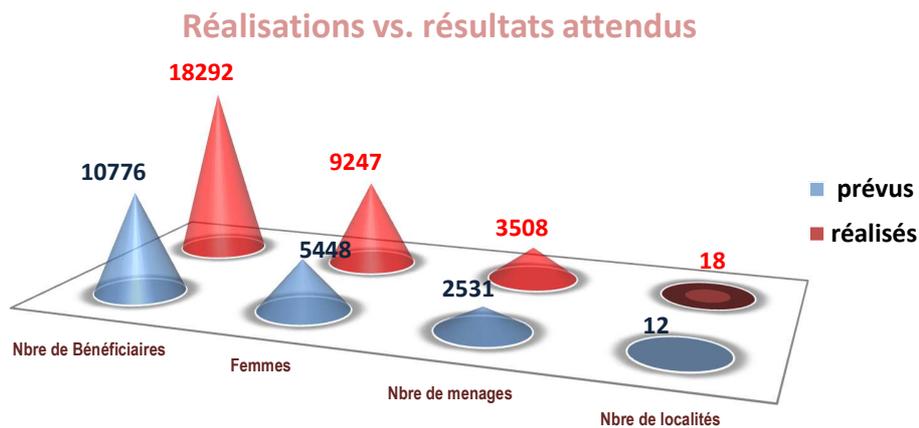
L'intervention du projet a ciblé les systèmes d'alimentation en eau potables qui existent mais qui ne sont pas fonctionnels. Cet appui a couvert la réparation des conduites cassées, l'extension des réseaux pour couvrir



certaines agglomérations non desservies et l'installation de branchements individuels chaque fois que c'est techniquement faisable et en fonction du budget alloué.

Réalisations du projet : Grâce au financement additionnel du Gouvernement Japonais, l'infrastructure hydraulique a pu être réhabilitée et améliorée pour **18292 habitants dont 9247 femmes** dans 18 localités rurales réparties sur les 4 gouvernorats d'intervention du projet. Soit 7516

bénéficiaires en plus de ce qui était prévu par le projet initialement. L'accès continu à l'eau potable est désormais garanti pour tous les habitants des localités cibles à un prix abordable, ce qui a permis d'améliorer sensiblement les conditions de vie des habitants. Les tarifs de l'eau ont été révisés par chaque GDA avec l'assistance des CRDA, sur la base des coûts d'investissement et de fonctionnement des SAEP.



Une amélioration des conditions d'hygiène dans les logements et les édifices publics (ex : école Brahmia & Chnenfa) a été remarquée après l'intervention du projet (installation de nouveaux équipements sanitaires, aménagement des cuisines, installation de chauffe-eaux solaires, etc.).

2. Produit2 : Les mécanismes aux niveaux régional et local permettant la participation des populations (hommes, femmes et jeunes), de la société civile et du secteur privé dans la planification et la mise en œuvre des programmes d'eau potable en milieu rural sont renforcés.

Axe 2 : Implication des acteurs régionaux et locaux et renforcement de leurs capacités :

Afin de garantir la durabilité des résultats du projet, plus que 14 GDA ont été appuyés, formés et dotés des outils et des capacités nécessaires pour la bonne gestion des SAEP, y compris le recouvrement des factures de consommation de l'eau potable, le suivi financier, technique et administratif des SAEP, etc.

Les capacités des CRDA ont été également renforcées afin d'assurer un encadrement de proximité aux GDA, de jouer pleinement leur rôle de supervision, de suivi des opérations des GDA et de leur fournir l'appui technique nécessaire à l'accomplissement de leurs missions. Outre les sessions de formation dispensées pour leurs personnels, les quatre CRDA partenaires, notamment les cellules chargées de l'encadrement des GDA, ont bénéficié de quatre voitures pour faciliter leur déplacement dans des zones rurales éloignées et difficiles d'accès.

Ce plan de renforcement des capacités a été mis en œuvre dans le cadre de l'implémentation du Programme d'assistance technique en partenariat avec des ONGs localisées dans les régions d'intervention du projet.

Le programme d'assistance technique et de renforcement de capacités avait pour objectif de contribuer à la promotion d'une gouvernance locale de l'eau potable sur la base d'une gestion participative efficace, efficiente et durable des ressources en eau. Il a ciblé les membres des 14 GDA d'AEP, le personnel technique chargé de la promotion et de l'appui aux GDAs au niveau des 4 CRDAs, ainsi que d'autres acteurs concernés telles que les autorités régionales et locales et les ONGs partenaires dans les 4 gouvernorats ciblés par le projet, etc. Le programme d'assistance technique a été mis en œuvre par un groupe d'experts identifiés par le projet selon une méthodologie fondée sur un diagnostic participatif. L'approche de formation a combiné formation et apprentissage par l'action et a couvert 11 modules répartis sur 4 thèmes principaux, à savoir :

A-Développement local participatif

B-Communication/gestion de conflits

C-Processus d'organisation de la population/genre

D-Formation technique/spécifique et échange d'expérience

Réalisations du projet : au total **293 partenaires du projet dont 95 Femmes (R⁴)** ont bénéficié du programme de renforcement des capacités et d'assistance technique, répartis comme suit :

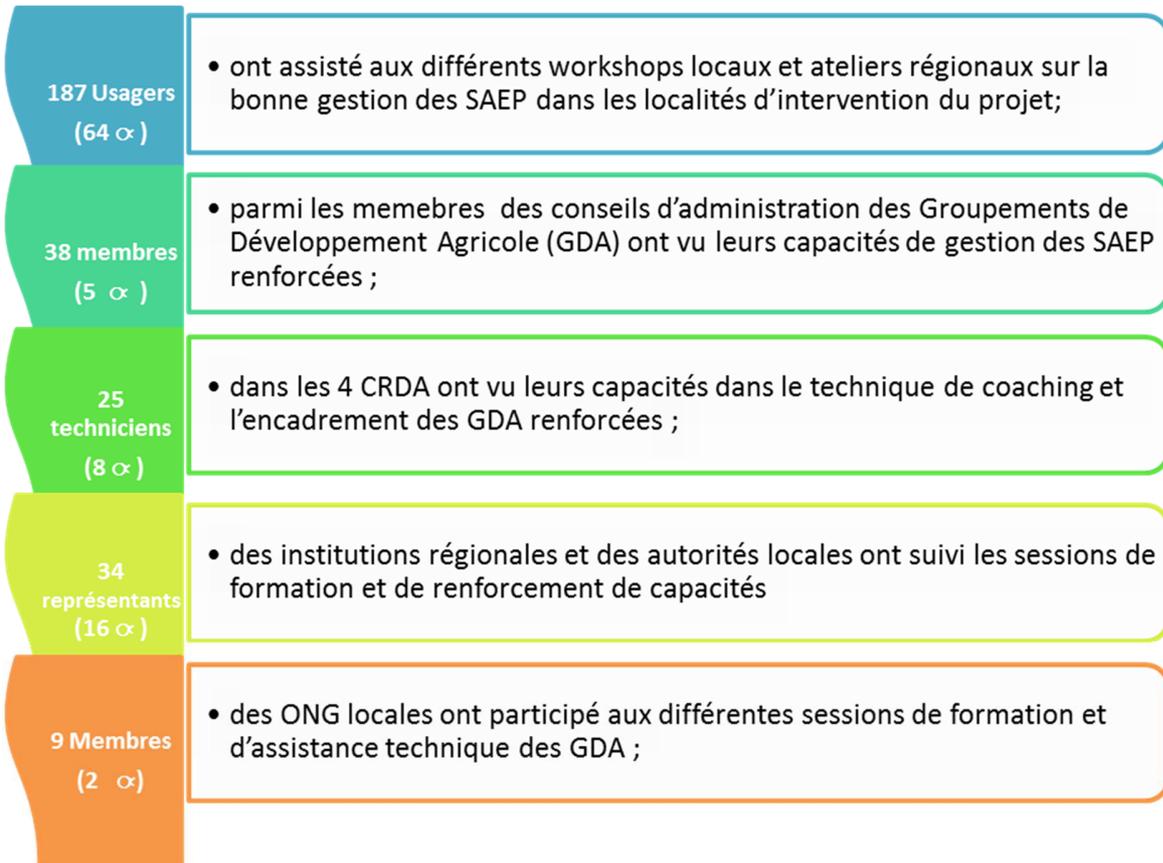


Photo3 : Formation des cadres techniques des 4 CRDA



Photo 4 : Formation des membres des GDA, bénéficiaires du projet

⁴ R : Membre féminin

Les ONG locales ont été impliquées dans la gestion de l'eau potable rurale. Quatre ONGs (FJCC, ARPE, ATPDD, APEL) ont été identifiées à l'issue d'un appel à propositions pour mener des activités dans les localités d'intervention du projet sur des thèmes liés au droit d'accès à l'eau, à la gestion communautaire des SAEP, à l'approche genre, à la gestion des conflits, au rôle des GDA, à l'économie d'eau et à l'hygiène, etc.

Réalisations du projet :

- **1293 bénéficiaires (608 femmes) ont participé aux différentes activités de formation et de sensibilisation menées par les quatre ONG partenaires**
- **466 habitants (dont 170 femmes)** sensibilisés et formés dans les différentes localités d'intervention sur les principes de gestion et de la gouvernance de l'eau potable, la gestion des conflits, les droits de l'Homme et la participation à la vie publique
- **827 écoliers (438 filles)** sensibilisés à l'économie de l'eau et l'hygiène.



*Photo6 : Visite de Se. Monsieur l'ambassadeur du Japon à Bizerte
Prise de contact avec l'ONG ATPDD chargée de l'encadrement des GDA
et de sensibilisation de la population locale (localité Menzel Zid)*

Approche genre renforcée à travers un engagement des ONG partenaires : Le genre a été pris en considération de manière

transversale dans toutes les activités du projet telles que : l'amélioration de l'infrastructure hydraulique, les projets des ONG, le programme d'assistance technique, l'analyse genre).

- Un diagnostic sur le genre a été élaboré dans les localités d'intervention du projet. Cette étude a donné comme résultat **14 plans d'intégration des femmes dans le processus de prise de décision liée à l'eau potable** qui ont été partagés avec des partenaires tels que : MFFE, BFR, FAO, ODCO, ODNO et CGDR ;
- **8 femmes élues en tant que membres des conseils d'administration des GDA.** Ces femmes participent activement dans la prise de décision liée à la gestion de l'eau dans leurs localités. Certaines d'entre elles ont exprimé leur volonté de participer aux prochaines élections municipales ;
- Les femmes participent activement dans les différentes réunions relatives au développement de leurs localités et sont capables de prendre la parole en public pour s'exprimer et défendre les besoins et les demandes de leurs localités et de leurs familles.

3. Produit3 : Le projet est géré de manière participative et les bonnes pratiques sont documentées, largement diffusées et leur réplique dans d'autres sites est encouragée.

Axe3 : Création d'un environnement propice au partenariat public privé (PPP) afin d'externaliser quelques activités qui alourdissent le fonctionnement des GDA et qui dépassent leurs capacités de gestion, telles que l'entretien, la gestion administrative et financière.

Réalisations du projet :

L'organisation d'une conférence internationale (Water Days) sur la gouvernance de l'eau potable avec un focus sur l'implication du secteur privé dans la gestion et l'exploitation des SAEP. Cette conférence a permis un partage, par des experts confirmés dans leurs domaines, des expériences et des stratégies de 15 pays en matière de gestion de l'eau potable rurale. L'évènement a également été une opportunité de renforcement des capacités institutionnelles, en ce sens qu'il a réuni environ 300 représentants et responsables des institutions nationales, des directions régionales, ONG, GDA, des entreprises privées et des bureaux d'études. Une feuille de route des orientations futures a été élaborée à l'issue des travaux de cette conférence.



Photo 9 : Conférence internationale sur la gouvernance de l'eau potable rurale (novembre 2011 – Tunis)

Des supports de communication et de visibilité des résultats du projet ont été produits (documentaire, Capsules de témoignage des bénéficiaires et Animation 2 D pour la sensibilisation de la population locale) afin de documenter les résultats et les bonnes pratiques du projet.



*Photo 10 : Tournage du film documentaire
Localité Chnenfa- Gouvernorat de Zaghouan*

IV. Fast facts in numbers

1. Aspect Genre



14 plans d'intégration des femmes dans le processus de prise de décision liée à l'eau potable (Plan d'action / localités) élaborés



8 femmes élues en tant que membre de conseils d'administration des GDA.

2. Renforcement des capacités des acteurs locaux et régionaux « Assistance technique » :



**293 bénéficiaires
dont 95 ♀,**

- **9 Membres (dont 2 ♀) des ONG locales** ont participé aux différentes sessions de formation et d'assistance technique des GDA.
- **38 Membres (dont 5 ♀) des CA de 14 GDA** ont vu leurs capacités de gestion des SAEP renforcées.
- **25 Techniciens (dont 8 ♀) dans les 4 CRDA** ont vu leurs capacités dans le coaching et l'encadrement des GDA renforcées.
- **187 usagers (dont 64 ♀) de l'eau potable** dans 12 localités d'intervention du projet ont participé aux différents workshops locaux et ateliers régionaux sur la bonne gestion des SAEP
- **34 représentants (dont 16 ♀) des institutions régionales et des autorités locales** ont suivi les sessions de formation et de renforcement de capacités.

3. Activités conduites par les ONG dans les localités ciblées par le projet

- **466 bénéficiaires** (dont 36% ♀) habitants dans les différentes localités d'intervention sensibilisés et formés sur les principes de gestion et de la gouvernance de l'eau potable, la gestion des conflits, les droits de l'Homme ;
- **827 écoliers** (dont 53% ♀) sensibilisés sur l'économie de l'eau et l'hygiène ;

1293 bénéficiaires dont 608 ♀



4. Réhabilitation des systèmes d'alimentation en eau potable



5. Organisation d'une conférence internationale (Water Days) sur la gouvernance de l'eau potable rurale avec un focus sur le partenariat public privé dans ce domaine.

- **Des Experts de plus que 15 pays** ont présenté les stratégies et les expériences de leurs pays en matière de gestion de l'eau potable rurale ;
- **300 Représentants** et responsables des institutions nationales, l'administration régionale ONG, GDA, des entreprises privées et des bureaux d'études, ayant participé aux différentes activités et sessions

Water Days



6. Documentation des bonnes pratiques dans les différentes phases du projet :

Film documentaire : Activités et résultats du projet documentés

7 Capsules : témoignages des bénéficiaires et des acteurs clé

Animation 2D : population locale sensibilisée sur la gestion participative de l'eau

Graphique (principaux résultats)

AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'EAU

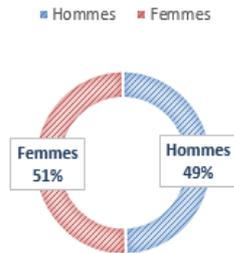


Figure 1 : Accès à l'eau potable amélioré pour 18292 bénéficiaires : 9045 ♂ et 9247 ♀

POPULATION FORMÉE PAR LES ONG

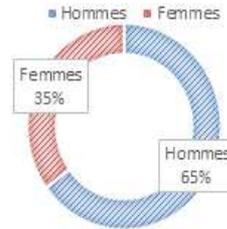


FIGURE 2 : Population formée et sensibilisée par les ONG : 296 ♂ et 170 ♀;

Élèves sensibilisés par les ONG

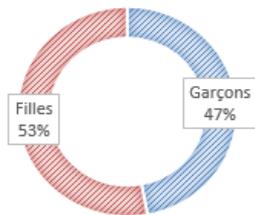


Figure 3 : Élevés sensibilisés par les ONG : 389 garçons et 438 filles

Nombre total des bénéficiaires des activités des ONG

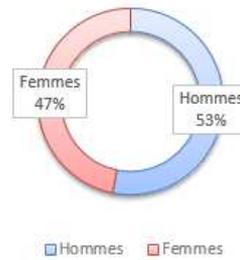


Figure 4 : 1293 personnes (dont 827 écoliers) sensibilisées par les ONG : 687 ♂ et 606 ♀).

Population Formée par le programme d'assistance technique

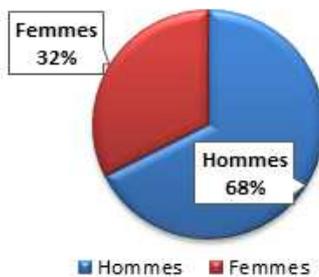


Figure 5 : 293 personnes formée dans le cadre du PRG d'assistance technique (198♂ & 95♀)

Membres des GDA formés par le programme d'assistance technique

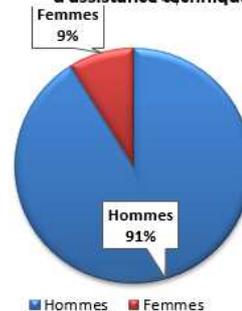


Figure 6 : Membres des GDA formés par le programme d'assistance technique (33 ♂ & 5 ♀)

V. Suivi & évaluation du projet

Le projet reste en cours d'exécution de ses dernières d'activités financées par d'autres bailleurs de fonds, ce qui explique le report de son évaluation finale à sa clôture opérationnelle, prévue pour le troisième trimestre 2016. Le rapport afférent sera partagé à l'occasion de la réunion de clôture de son comité de pilotage en fin 2016. .

i. Pertinence par rapport aux priorités nationales et besoins des communautés locales

En améliorant l'accès à l'eau potable dans les 18 localités ciblées en concertation avec le partenaire national et les partenaires régionaux, le projet a apporté un appui solide aux programmes d'AEP en milieu rural de la DGGREE ainsi qu'à la réalisation de la stratégie nationale de pérennisation des systèmes d'AEP en milieu rural.

La planification des projets selon une approche bottom-up, les différentes réunions avec les membres de l'unité de gestion du projet ainsi que les différentes sessions de formation dont la population et en particulier les femmes, a bénéficié, ont permis l'appropriation des projets par les bénéficiaires. Ces derniers se sont volontairement impliqués dans les différentes phases de réalisation (réunion de démarrage, suivi et contrôle des travaux,...).

De même, l'amélioration notable des conditions d'accès à l'eau potable dans les localités d'intervention du projet, notamment avec l'introduction des branchements individuels, a permis aux GDA partenaires d'assurer une qualité de service semblable à celle assurée par la SONEDE dans les zones urbaines. Les bénéficiaires ayant auparavant refusé leur approvisionnement en eau potable à travers les GDA (à cause de la médiocrité de la qualité de leur service) et qui ont insisté à avoir le réseau de la SONEDE dans leurs localités, sont aujourd'hui assez satisfaits de leur GDA. Ce qui s'est traduit à travers par l'amélioration de certains indicateurs de performance⁵ des SAEP tels que le taux de recouvrement des factures de consommation, la consommation spécifique, et la diminution de nombre des jours d'arrêt de services.



Photo 11 : Mode d'approvisionnement avant l'intervention du projet



Photo 12 : Branchements individuels installés à l'issu du projet

⁵ Suivi des indicateurs de performance des SAEP assuré par l'équipe de projet pour un échantillon de 6 localités

ii. Effectiveness in making change at the institutional & capacity building level

Selon le rapport de mission du bureau d'études ayant assuré les activités de renforcement de capacités et d'assistance techniques, le Projet a présenté des points forts tant au niveau de sa conception que de son approche de mise en œuvre. Ces points forts concernent, essentiellement :

- (i) Le mixage entre les investissements (le hard) et l'appui institutionnel et le renforcement des capacités des GDA (en ce qui concerne particulièrement les capacités de gestion technique, financière et administrative), de l'administration (en ce qui concerne notamment les techniques de communication et de gestion des conflits) ainsi que des autres intervenants (le soft) a permis de trouver des solutions optimales aux sources d'insuffisance dans la gestion des SAEP ;
- (ii) L'application d'une approche partenariale locale à travers la forte implication des GDA dans toutes les phases de réalisation du projet (surtout dans la réalisation des investissements dès la conception jusqu'à la réalisation et l'exploitation des SAEP, l'identification des besoins de renforcement de capacités) ;
- (iii) l'appui et l'accompagnement de proximité pour aider les CRDA à gérer les cycles de leurs programmes respectifs et ce, à travers le recrutement et l'installation d'un point focal du projet au niveau de chaque CRDA ;
- (iv) la diversification du partenariat à travers l'implication des ONG ainsi que l'intégration des couches vulnérables de la population (femmes et jeunes) ;
- (v) une grande souplesse au cours de l'exécution du projet qui a permis de s'adapter aux réalités de terrain et l'accroissement du nombre de SAEP réhabilités (on est passé de 12 à 14 puis dernièrement à 18 SAEP à travers l'intégration de 4 GDA supplémentaires dans le Gouvernorat de Zaghuan).

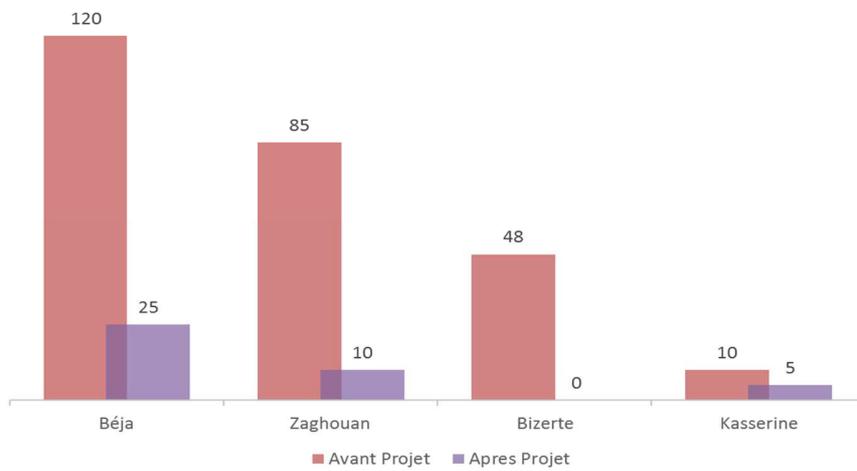
De même, ledit bureau a signalé en particulier, que le projet a été très réactif face aux propositions de mise en œuvre des petites améliorations techniques suggérées par la mission au niveau de certains GDA (intégration des branchements individuels, renforcement/réhabilitation de certains tronçons de réseaux existants et extension des réseaux envers des agglomérations non desservies).

Le projet a aussi veillé à la sensibilisation et à la conscientisation des femmes sur l'importance de leur rôle dans la prise de décision relative à l'eau potable, ainsi qu'à l'importance de leur organisation au sein des GDA. À l'issue du projet, 8 femmes ont été élues comme étant membres des conseils d'administration des GDA de leurs localités.

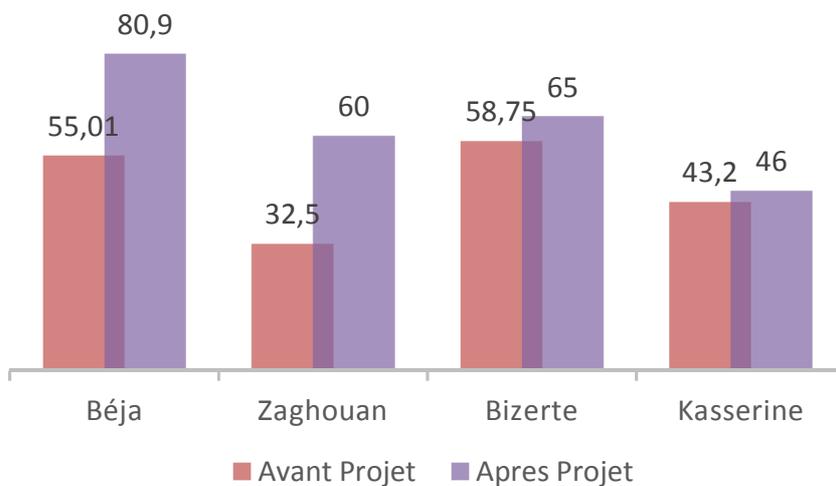
Il est à noter aussi que les GDA partenaires du projet ont enregistré une amélioration notable au niveau de leurs indicateurs de performance à savoir: un meilleur taux de recouvrement des factures, une diminution des taux de pertes au niveau de leurs réseaux ainsi qu'une présence modeste mais appréciable de la femme au niveau de certains conseils d'administration suite aux différentes sessions de formation et activités de renforcement des capacités dont ils ont bénéficiés.

Exemple d'indicateur de performance des SAEP suivi par l'équipe de projet dans un échantillon de localités ciblées par le projet :

1- Nombre de Jour d'arrêt de service/ans (NJAS⁶)



2- Consommation spécifique (CS) ⁷



⁶ Nombre de jour d'arrêt de service (NJAS): Nombre de jours de coupure d'eau suite à des pannes dans le réseau, des conflits sociaux ou non-paiement des factures et de la charge d'exploitation dans année donnée

⁷ Consommation Spécifique CS : la quantité d'eau consommée par Litre /Jour/habitant. Bien que cet indicateur demeure inférieur à celui des zones urbaines 122 L/J/Hab. (source : rapport national de secteur de l'eau 2014- MARHP), une amélioration significative de la CS est constatée dans les localités du projet.



*Photo 13 : Visite de Se. Monsieur l’Ambassadeur du Japon à la localité de Menzel Zid – Gouvernorat de Bizerte
Prise de contact avec les femmes de Menzil Zid y compris une femme membre du CA du GDA*

iii. Efficacité d’utilisation des ressources y compris les ressources humaines et financières

- Le recrutement d’un manager du projet pour appuyer le Ministère de l’agriculture dans la mise en œuvre ;
- La mise en place d’un point focal du projet au niveau de chaque CRDA dans les quatre gouvernorats;
- le projet a été très réactif face aux demandes de la population locale relatives à la mise en œuvre des petites améliorations techniques et extensions du réseau au niveau de certaines localités (intégration des branchements individuels, renforcement/réhabilitation de certains tronçons de réseaux existants) et ce en concertation avec tous les acteurs surtout la population locale en tenant compte de la faisabilité technique et de la disponibilité du budget.
- Les fonds alloués au projet ont été dépensés selon une programmation annuelle (Annual Work Plan) approuvée par le comité de pilotage qui a été mis en place dès le démarrage du projet. Le comité de pilotage est l’organe d’orientation stratégique du projet et de prise de décisions quant à toute revue mi-parcours ou annuelle. Il inclut des représentants de tous les acteurs clés du projet (PNUD, DGGREE, représentants de l’administration régionale, et bailleurs de fonds)
- Les fonds attribués au projet ont été utilisés pour la réalisation des activités prévues dans le document du projet et leur utilisation efficace a permis d’atteindre les résultats attendus et pour certains résultats de dépasser les attentes (cas de la réhabilitation des SAEP).

Durabilité et perspectives de mise à l’échelle : Les différentes activités du projet ont permis de sensibiliser la population et en particulier les femmes et les enfants ainsi que les différents intervenants locaux et régionaux à la nécessité de préserver l’eau en tant que ressource rare. Ainsi, les travaux de réhabilitation des différents SAEP intégrés dans le projet ont permis de réduire les pertes d’eau causées en particulier par les fuites et les casses souvent occasionnées au niveau des anciennes conduites vétustes. L’installation

de compteurs a permis aussi de faire face aux consommations illicites. Ce qui a permis de réduire le gaspillage de l'eau potable (réduction du taux de pertes globales de 24% en 2013 à 13% en 2015)⁸.

Par ailleurs, les rapports issus des différentes études réalisées dans le cadre du projet (notamment la mission d'assistance technique et la mission d'analyse genre) ainsi que les différents produits de communication (capsules, film documentaire, animation 2D) seront diffusés auprès des partenaires nationaux et régionaux et ce, afin d'assurer la réplique des résultats du projet dans d'autres gouvernorats de la Tunisie.

Il est à noter dans ce contexte que compte tenu des réalisations du projet, le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche (MARHP) a proposé au PNUD de développer une 2^{ème} phase du projet « Gouvernance locale de l'eau » sur la base des leçons apprises de la première phase et en visant l'intégration de l'assainissement comme une nouvelle composante. Cette idée est en cours d'élaboration par le PNUD et le MARHP.

iv. Exploitation & maintenance

Les GDA en tant que gestionnaires officiels des SAEP sont les premiers responsables de la gestion et la maintenance des SAEP ainsi réhabilités. C'est dans cette optique que les membres des conseils d'administration des GDA partenaires ont profité dans le cadre du projet d'une formation technique leur permettant d'assurer des opérations de maintenance simples mais efficaces.

Par ailleurs, les cellules chargées des GDA au sein de chaque CRDA seront toujours à l'appui de ces GDA afin d'assurer un encadrement de proximité et un suivi régulier de leurs activités. Ainsi, les CRDA interviendront pour assurer les opérations de maintenance qui dépassent les capacités des GDA.

VI. Impact du projet sur la vie / comportement des bénéficiaires

À l'issue du projet, une amélioration observée de la consommation spécifique de l'eau, le recouvrement des factures de consommation et recouvrement des coûts d'exploitations Ce qui confirme l'amélioration dans le comportement des usagers de l'eau dans ces localités (témoignage des bénéficiaires et des membres de CA d'administration des GDA)

Ainsi, des améliorations notables des conditions de vie de la population ont été constatées. Nous citons entre- autres:

- Amélioration des équipements sanitaires des maisons et des écoles ;
- Équipement des logements par les chauffe-eaux solaires ;
- Les femmes ont dégagé plus de temps pour s'occuper de leurs enfants et pour exercer d'autres activités ;
- Amélioration du recouvrement des factures de l'eau potable (les bénéficiaires paient volontairement leurs factures de consommation de l'eau) ;
- Amélioration des conditions d'hygiène (lavage des mains et prise de douche plus fréquents) ;

⁸ Source : Suivi assuré par l'équipe de projet pour certains indicateurs dans un échantillon de localités du projet

- Présence notable de la femme dans les assemblées générales des GDA et même en tant que candidate pour les élections des conseils d'administration ;
- Les conflits sociaux se sont visiblement diminués ;
- L'ambiance familiale est devenue plus conviviale grâce à la suppression des corvées d'eau sur de grandes distances (selon témoignage des bénéficiaires).

VII. Durabilité du projet, les leçons apprises et les recommandations

Nous réitérons l'importance de prendre les informations liées à l'évaluation de la pertinence des résultats du projet avec réserve et en prenant en considération la subjectivité dans la mesure où l'évaluation finale indépendante n'a pas encore eu lieu.

Les principales connaissances acquises et leçons apprises peuvent être résumées dans ce qui suit :

- La coordination avec d'autres partenaires dans le cadre de la stratégie nationale pour la pérennisation des SAEP avec leadership du MARHP ou encore dans le cadre du groupe thématique eau géré par les bailleurs de fonds est une excellente initiative qui évite des duplications et assure une efficacité des interventions au niveau national et/ou régional ;
- Le travail bénévole ne convient plus au contexte d'organisation des associations de gestion de l'eau potable en milieu rural. Il serait donc pertinent de reformuler les GDA afin de tendre vers la professionnalisation dans la perspective d'un partenariat public-privé ;
- Lorsque l'intermédiation sociale est faite avec les différents acteurs impliqués dans le projet (population, administration, entreprises, autorités locales....) cela donne plus de chance au succès dans l'exécution du projet ;
- Les activités liées au renforcement de capacités et de l'assistance technique des acteurs locaux sont plus pertinentes lorsqu'elles sont accompagnées ou précédées par les travaux de réhabilitation des SAEP ;
- La synchronisation entre l'exécution des travaux et les activités de renforcement des capacités permet une meilleure appropriation des projets ;
- L'organisation de réunions de suivi entre les différentes parties prenantes (PNUD, administration centrale et régionale, GDA, ONG et entreprises) au niveau local et régional permet d'anticiper sur les difficultés et de trouver des solutions rapides aux problèmes posés et d'éviter d'autres qui pourront surgir ;
- La conscientisation de la femme permet d'assurer une meilleure gestion de l'eau, et son implication L'implication de la femme facilite la résolution des conflits sociaux autour de l'eau ;
- L'implication des acteurs locaux, notamment les GDA, dans les différentes phases de réalisation des activités des projets, notamment celles liées à l'exécution des travaux de réhabilitation, facilite les tâches de l'entreprise et la résolution des problèmes et conflits qui peuvent surgir avec la population locale ;
- L'implication des ONG dans la sensibilisation de la population locale et l'encadrement des GDA a facilité le rôle des autres intervenant et a créé un climat de confiance entre les intervenants et la population locale ;

- L'organisation de la conférence internationale a montré qu'il est pertinent de diversifier les modèles de gestion des SAEP et de reformer certains GDA afin de tendre vers leur professionnalisation dans la perspective d'un partenariat public-privé ;
- Préparation d'une liste de pré-qualification des entreprises des travaux au démarrage du projet ou bien au début de chaque année afin de raccourcir les délais de passation de marché

VIII. Rapport financier

État des dépenses faites sur le fonds du gouvernement Japonais jusqu'au 17 février 2016

Project	00076647
Donor	00141 Gov of Japan

Sum of Sum Amount	Year				Grand Total
	2013	2014	2015	2016	
Activity					
ACTIVITY 01	2 997,35	209,92			3 207,27
ACTIVITY02	135 266,82	275 252,22	37 5816,3	46392,7 ⁹	832 728,04
ACTIVITY03	733,43	29 778,1	1 1757,3		42268,83
ACTIVITY04	44 620,39	60 699,25	16 476,22		121795,86
Grand Total	183 617,99	365 939,49	404 049,82	46392.7	1 000 000,00
Resources collected					1 000 000,00
Balance ¹⁰					0

⁹ Apurement des paiements sur des contrats des travaux hydrauliques conclus en 2014 qui ont été totalement dépensés avant le 17 février 2016 (sauf les GMS qui ont été retranchés en mois d'Avril 2016)

¹⁰ Source : IPSAS ; Interim Donor Report (IDR)

IX. Annexe

- 1) Annexe A : Liens : Articles de presse et couvertures médiatiques
- 2) Annexe B : Guide de formation et de Bonne gouvernance des GDA (support numérique)
- 3) Annexe C : Étude Analyse Genre et plan d'intégration des femmes (Support numérique)
- 4) Annexe D : Rapport financier IPSAS : Interim Donor Report (IDR)